



VAL-DE-MARNE
EN COMMUN
PCF ET CITOYEN.NES



Fatiha Aggoune

Présidente du groupe

**Nicolas Bescond, Pierre Garzon,
Christine Janodet, Lamya
Kirouani, Franck Mora,
Flore Munck, Sokona Niakhaté,
Évelyne Rabardel, Hocine
Tmimi, Ibrahima Traore.**

Quand la droite réduit la solidarité envers les Val-de-Marnais.es Les plus fragiles !

En supprimant le chèque Solidarité et la fête des Solidarités, l'exécutif départemental entend économiser durant ce mandat 18,5 millions d'euros sur le dos des Val-de-Marnais.es.

La hausse du coût de la vie exerce une pression sans précédent sur le budget des foyers Val-de-Marnais.

Avec une inflation de 6,2 % sur un an, **l'envolée des prix** - notamment de l'alimentation, du carburant, des charges de logement et d'énergie - **met à rude épreuve le pouvoir d'achat des ménages**. Si cet été, le Gouvernement a dû concéder un coup de pouce au point d'indice des fonctionnaires, aux retraités ou aux allocataires de minima sociaux, cela ne fait pas le compte ! En témoignent les diverses mobilisations pour **une forte augmentation des salaires et des revenus**.

Si le travail ne paie pas suffisamment, la raison en est connue. Au fil des ans, **le partage de la création de richesses a été transféré vers le capital au détriment du travail**. Cette captation éhontée des richesses par quelques-uns nous « oblige » pour une autre répartition et utilisation des richesses afin de répondre aux défis de l'urgence sociale, économique et environnementale ! Pour l'Humain et la planète !

Et notre pays ne manque pas de moyens pour garantir une VIE DIGNE pour toutes et tous ! Ainsi, au premier semestre 2022, les grandes entreprises françaises ont multiplié par trois leurs bénéfices nets. En écho à cette envolée des profits et dividendes, nous sommes de celles et ceux qui proposent de **taxer ces superprofits et de bloquer les prix**.

Car parvenir à se soigner, se loger, se chauffer, se nourrir... devient un véritable défi pour de nombreux Val-de-Marnais.es,

à tel point que les associations caritatives du département nous alertent sur la très forte hausse des demandes d'aides alimentaire et financière.

Sur le plan national, le « **bouclier tarifaire** » censé contenir à +15 % la prochaine augmentation des prix de l'électricité et du gaz, va être **ravageur pour les ménages**. Et du côté des **collectivités territoriales, qui sont exclues de l'accès au tarif régulé de l'énergie**, l'ensemble des élus locaux alerte sur l'impossibilité d'honorer des factures d'énergie exorbitantes, sous l'impact de la spéculation scandaleuse des fournisseurs privés d'énergie.

Solidaires des élu.es qui se refusent à supprimer des services publics rendus à leur population, nous appelons urgemment à constituer un **pôle public national de l'énergie**, afin de garantir notre indépendance énergétique avec des prix régulés et accessibles à la population, aux entreprises comme aux collectivités territoriales.

En Val-de-Marne, c'est le moment choisi par la droite départementale pour **supprimer le chèque Solidarité versé chaque année à 75 000 Val-de-Marnais.es non imposables, et la fête des Solidarités qui rassemblait 25 000 personnes et plus de 600 associations**.

Si nous saluons l'annonce tardive d'une aide énergie (que nous avons proposée en mars 2022, mais qui nous avait été refusée), nous sommes opposés à ce que

cette mesure « passagère » sonne le glas d'une politique de solidarité largement appréciée et bénéficiant à davantage de Val-de-Marnais.es... quand tout appelle à renforcer la justice sociale et le pouvoir d'achat !

Il est d'ailleurs très significatif que **les villes et les associations parties prenantes de la fête des Solidarités n'aient été ni consultées, ni informées de la suppression de cette journée d'entraide, porteuse de lien social - à l'opposé du repli et du chacun pour soi**.

Au travers d'une aide énergie qui ne vise qu'à accompagner les choix gouvernementaux, l'exécutif départemental manifeste sa détermination à effacer les politiques départementales de solidarité.

Quand pour les ménages aux revenus les plus faibles, donc les plus impactés par la hausse du coût de la vie, le reste à vivre ne cesse de baisser...

Ce n'est pas - moins de solidarité - que les ménages espèrent du Département !

Ce n'est pas - la mise en concurrence des plus vulnérables et des plus modestes - que les Val-de-Marnais.es attendent du Département !

Mais bel et bien, un soutien renforcé en leur direction ! ■

Nous contacter : vdmencommun@valdemarne.fr / 01 43 99 70 56

Nous suivre via nos réseaux sociaux et notre site internet : <https://groupepcf-citoyens94.fr> @Val-de-Marne en commun - PCF et Citoyen.nes